

Un intrigant projet de port franc à Vladivostok

PAR AGATHE DUPARC
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 11 OCTOBRE 2015

L'oligarque russe Dmitri Rybolovlev est-il derrière le gigantesque projet de port franc à Vladivostok, copie conforme de ceux qui existent déjà à Genève, Singapour et Luxembourg ? Plusieurs éléments permettent de le penser et éclairent sous un autre jour la guerre que se livrent, depuis des mois, le milliardaire et son ancien marchand d'art, Yves Bouvier, « inventeur » du concept.

Genève, de notre correspondante.- La nouvelle a été rendue publique début juillet dans les médias russes, puis confirmée en grande pompe lors du **premier forum économique oriental** qui s'est tenu début septembre à Vladivostok, en présence de Vladimir Poutine : quinze municipalités de la région côtière extrême-orientale russe obtiendront dès octobre 2016 le statut de zone franche, ce pendant 70 ans, avec à la clé de nombreux avantages fiscaux et douaniers. L'objectif est de booster le développement économique de la région en se tournant résolument vers les pays de l'Asie pacifique, alors que les sanctions américaines et européennes frappent toujours la Russie.



L'une des pièces maîtresses de ce projet piloté par Yuri Trutnev, le représentant spécial de Vladimir Poutine dans l'Extrême-Orient russe et vice-premier ministre, est la construction **d'un port franc (Freeport) à Vladivostok**. Alexandre Galouchka, ministre du développement de l'Extrême-Orient, a parlé d'un centre « où pourront être stockés des objets de luxe, des œuvres d'art et des antiquités, afin de les

préparer à la vente, notamment en les présentant à des acheteurs potentiels ». « Il y a pour l'instant très peu de "freeport" dans le monde. Il en existe au Luxembourg, en Suisse et à Singapour. Et bientôt nous en aurons un à Vladivostok », a ajouté le ministre. Les autorités russes espèrent ainsi attirer les grands collectionneurs russes, chinois et coréens et faire concurrence aux structures qui existent déjà.

Dans l'entourage du Suisse Yves Bouvier qui, justement, a « inventé » ce type de « *freeports* » – **sortes de « hubs artistiques »** où les fortunes du monde entier peuvent **entreposer** leurs œuvres d'art sans limite de temps et en suspension des droits de douanes et de TVA, tout en bénéficiant de *show rooms*, d'espaces de vente et de services d'experts et de restaurateurs –, cette annonce n'est pas passée inaperçue. Elle a même fait bondir certains.

[[lire_aussi]]

Car aujourd'hui, plusieurs éléments concordants permettent de penser que Dmitri Rybolovlev est l'un des instigateurs du port de franc de Vladivostok, agissant en coulisses aux côtés du ministre Yuri Trutnev, dont il a toujours été très proche. Ce qui éclaire sous un autre jour la guerre que Rybolovlev livre à celui qui pourrait devenir l'un de ses principaux concurrents. Depuis février dernier, Yves Bouvier, principal locataire du port franc de Genève, et actionnaire majoritaire de ceux de Singapour et Luxembourg (ouverts en 2010 et 2014), et aussi marchand d'art à ses heures, est dans le collimateur du milliardaire russe qui l'accuse de l'avoir arnaqué en lui surfacturant 37 toiles de maître, pour un préjudice estimé entre 500 millions et un milliard de dollars.

« Jusqu'ici, beaucoup de gens se demandaient pourquoi, après 15 ans de collaboration avec Bouvier, Rybolovlev avait décidé de s'attaquer à lui de manière aussi radicale et médiatique. Maintenant, on peut voir

l'histoire sous l'angle : "comment le Russe a voulu tuer le business du Suisse" », avance une personne qui connaît de très près le dossier.



Yves Bouvier (à gauche) et Dmitri Rybolovlev (au centre) déguisés en «Gitans»; du temps de leur collaboration. Juin 2014 © DR

À Monaco, où la procédure pour escroquerie contre le Suisse se poursuit, le juge d'instruction va bientôt être saisi d'une demande d'acte afin de vérifier si oui ou non Dmitri Rybolovlev est lié au projet de Vladivostok. Cette requête émane de l'avocat de Tania Rappo, l'ancienne confidente de l'oligarque, qui, elle, est inculpée de blanchiment d'argent pour avoir touché de la main d'Yves Bouvier des commissions sur les tableaux vendus à Rybolovlev.

Énième stratégie de diversion de la défense ou au contraire fine connaissance de ce dont le milliardaire russe est capable ? Jusqu'ici, le nom de Rybolovlev n'a jamais été mentionné par la presse russe. Sans grande surprise, puisque le vaste chantier de zone franche doit être financé dans le cadre de **partenariats public-privé** dont les protagonistes n'ont pas été rendus publics. Contacté par Mediapart, Sacha Mandel, l'ancien communicant du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian aujourd'hui au service du milliardaire russe, dément « *de manière catégorique tout lien d'intérêt de M. Rybolovlev avec le projet que vous citez et toute participation de sa part, à quelque niveau que ce soit, dans celui-ci* ».

Mais plusieurs éléments mis bout à bout permettent d'en douter. À commencer par le témoignage d'une personne de l'entourage proche de Dmitri Rybolovlev qui raconte comment, début 2014, le Russe a annoncé qu'il allait se « *remettre au travail avec [Yuri] Trutnev* ». « *Il est le grand chef de la région d'Extrême-Orient russe et nous avons là-bas un énorme projet ensemble* », dit-il alors sans donner plus de détails. Le milliardaire qui, depuis son installation

à Monaco, n'était plus en odeur de sainteté à Moscou, fait savoir qu'il devra désormais fréquemment voyager en Russie. Selon cette même source, il aurait été reçu à l'été 2014 au Kremlin par Vladimir Poutine en personne.



Au centre Yuri Trutnev, avec à droite Dmitri Rybolovlev (2000)

Le projet de port franc à Vladivostok a en tout cas été conçu et mis sur pied par un **camarade de très longue date de Dmitri Rybolovlev** : Yuri Trutnev. Les deux hommes se sont connus au milieu des années 1990 et se sont rendus de nombreux services. Alors à la tête d'**Uralkali**, géant producteur de potasse basé dans l'Oural, Rybolovlev a financé, en 2000, la campagne électorale de Trutnev, élu gouverneur de la région de Perm.

En 2003, menacé par un groupe mafieux, celui que l'on baptisait alors le « roi de la potasse » s'installe avec sa famille à Genève. Le gouverneur, qui deviendra ministre des ressources naturelles et de l'écologie en 2004, est souvent reçu sur les bords du lac Léman dans la propriété des Rybolovlev, comme nous l'avait raconté en détail, il y a quelques années, Elena, la femme de l'oligarque.

En 2006, l'une des mines d'Uralkali, située à Berezniki (165 km au nord-est de Perm), est ravagée par une inondation, provoquant des émanations de sulfure d'hydrogène et la formation d'un énorme trou menaçant d'engloutir une ligne de chemin de fer et des habitations à la surface. Yuri Trutnev supervise la commission d'enquête qui conclura que l'accident résulte « *d'une anomalie géologique imprévisible* », exonérant Uralkali de toute responsabilité. Alors que la catastrophe écologique se poursuit et que d'autres trous apparaissent, une seconde commission, cette fois-ci présidée par Igor Setchine, un proche de Poutine, exigera en 2009 qu'Uralkali verse des

dommages et intérêts à hauteur de 2,6 milliards de dollars. Mais là encore l'ami rectifie le tir : l'amende ne sera que de 230 millions de dollars.

Finalement poussé en 2010 à vendre ses parts dans Uralkali, Rybolovlev empoche environ six milliards de dollars. Officiellement, il quitte les affaires. Installé à Monaco, le voici qui se lance dans une surenchère de dépenses, achetant des biens immobiliers et des œuvres d'art par l'intermédiaire de trusts chypriotes mis au nom de ses filles.

Déjà un projet de port franc à Monaco

Le milliardaire est alors au mieux avec Yves Bouvier. Le Suisse vient d'ouvrir un port franc ultra-moderne à Singapour. Alors que le marché de l'art attire de plus en plus les grandes fortunes en quête d'optimisation fiscale, son business explose. De quoi donner des idées.



Dmitri Rybolovlev et Albert de Monaco, avec en arrière fond Ekaterina, la fille aînée de l'oligarque; © Reuters

Comme l'a appris Mediapart, Rybolovlev s'est démené en 2011 pour ouvrir un port franc à Monaco où il comptait, entre autres, entreposer sa mirifique collection. Il propose alors à Yves Bouvier de devenir son associé, visite des entrepôts et se fait remettre sur un iPad une abondante documentation, exposant en détail la manière dont ces coffres-forts fonctionnent. À l'été 2011, l'oligarque rencontre le prince Albert de Monaco pour lui exposer le projet et tenter de le convaincre. En vain, puisqu'au bout du compte les autorités monégasques confieront à la Société d'exploitation et de gestion des entrepôts de Monaco (SEGEM), société anonyme gérée à 100 % par l'État, le soin d'ouvrir le **Monaco Freeport**.

Rybolovlev se focalise ensuite sur l'AS Monaco, qu'il rachète fin 2011 pour 200 millions d'euros, via ses trusts. Le club se paie des stars pour des dizaines de millions d'euros et part en guerre contre la Ligue

de football professionnelle (LFP) pour préserver ses avantages fiscaux. En échange, l'oligarque espère être récompensé par un passeport monégasque. Mais quand on le lui refuse, furieux, il décide de **revendre plusieurs joueurs** pour 185 millions d'euros, donnant l'impression de vouloir quitter le Rocher.

C'est à ce moment qu'il se serait tourné vers la Russie, renouant avec son ami Yuri Trutnev, le représentant spécial de Poutine en Extrême-Orient. Drôle de coïncidence, ce même Trutnev a comme bras droit un certain Andreï Motovilov. Dans **la presse russe**, cet ancien sous-directeur d'Uralkali, ancien maire de Berezniki, la ville où s'est produit l'effondrement de la mine de potasse en 2006, est identifié comme étant « l'homme de Rybolovlev ». Il y a aussi Viktor Beliaikov, ancien membre de la direction d'Uralkali qui a longtemps côtoyé l'oligarque. Il est aujourd'hui vice-président du groupe privé **FESCO**, spécialisé dans le transport de containers et qui détient quasiment le monopole de ce secteur à Vladivostok. **Plusieurs médias russes** ont raconté que sa nomination avait été initiée par Yuri Trutnev.

Dans l'entourage d'Yves Bouvier, on avance l'hypothèse que Dmitri Rybolovlev a pu apporter à Vladivostok le « *know how* » (savoir-faire) contenu dans la documentation transmise en 2011 pour le projet de port franc à Monaco. Personne ne s'étonne que le Russe puisse agir de manière souterraine. Rétrospectivement, certains se souviennent d'avoir eu vent, fin 2014, d'un projet à Vladivostok. « *Rybolovlev n'en a en tout cas jamais parlé et l'information est venue par d'autres sources. Au départ, cela nous a fait rigoler. Tout le monde se demandait qui pourrait bien entreposer ses œuvres d'art dans une ville rongée par le banditisme* », raconte un proche de Bouvier. Mais aujourd'hui, la perspective de voir les oligarques proches du Kremlin y déposer leurs collections, suivis par des milliardaires chinois et coréens, semble de moins en moins farfelue.

Tout est allé très vite. Le 26 février 2015, alors qu'Yves Bouvier et sa complice présumée Tania Rappo sont jetés en prison à Monaco, la création d'une zone franche côtière entre dans sa dernière ligne droite.

Le président Poutine en avait lancé l'idée fin 2014, dans son adresse au Parlement. Dans la foulée, un **texte de loi** était déposé devant la Douane, finalement adopté en troisième lecture le 13 juillet 2015. Plusieurs amendements y avaient été introduits au printemps, proposant la mise en place d'un « *freeport* », copie conforme des ports francs de Bouvier.

Au même moment, le Suisse, qui a bâti ses affaires sur sa discrétion, fait la une des journaux du monde entier avec un profil d'escroc. Ses avoirs sont gelés à Singapour et Hong Kong. À Luxembourg, les « prospects » (les clients potentiels démarchés) se rétractent et Bouvier doit se retirer du conseil d'administration. À **Shanghai**, son projet de port franc menace de tomber à l'eau. **Le chantier parisien R4, une « micro-ville » artistique** qui doit pousser sur la pointe de l'île Seguin et dont il est l'un des principaux investisseurs, est mis en stand-by.

« *Si l'on avait voulu ruiner la réputation d'un concurrent, on ne s'y serait pas pris autrement* », estime une autre source, qui va encore plus loin dans le scénario machiavélique, expliquant « *que Rybolovlev quand il a fait jeter en prison Bouvier à Monaco, pensait qu'il y resterait un certain temps et qu'il pourrait ainsi l'obliger à lui transmettre une partie de son business des ports francs en échange de l'abandon des poursuites* ». Une transposition sous le soleil de Monaco de pratiques courantes en Russie : ces « **raids** », qui permettent à certains de s'emparer d'une entreprise au moyen de faux documents et d'actions en justice commanditées.

Depuis, le Suisse est parvenu à redresser un peu la barre. Cet été, **la cour d'appel de Singapour a levé le gel sur ses avoirs**, relevant que lors des ventes des tableaux à Rybolovlev, il n'y avait eu « *aucun recours à une quelconque escroquerie ou une quelconque dissimulation de l'identité du vendeur des toiles* » et remarquant que les séquestres demandés par le Russe ressemblaient « *à un instrument mis en place pour infliger un préjudice commercial* ». Les avocats de Bouvier ont déposé **une requête en nullité**, estimant

que la procédure pour escroquerie et complicité de blanchiment ouverte à Monaco avait été entachée de nombreuses bizarreries et irrégularités.



Rybolovlev devant les deux Picasso (« Tête de femme. Profil » et « Espagnole à l'éventail ») remis à leur propriétaire. © Capture d'écran Le Parisien

Mais au scandale initial est venue s'ajouter une sombre histoire de tableaux de Picasso qui auraient été dérobés à l'héritière du peintre, Catherine Hutin-Blay (la fille de Jacqueline Picasso) et vendus par Bouvier à Rybolovlev. Inculpé de recel fin septembre, le Suisse avance sur un champ de mines. Pour se défendre, il a dû fournir à la justice la preuve qu'il avait payé les œuvres à un trust au Liechtenstein, Nobile, dont il affirme que l'héritière Picasso est la bénéficiaire ultime. Ce qui a épouvanté ainsi nombre de ses clients des ports francs, qui eux aussi se cachent derrière des montages opaques et craignent l'ouverture d'une boîte de Pandore.

Dmitri Rybolovlev, lui, continue à se draper dans les habits de celui qui a été trahi par son marchand d'art, désireux dit-il de « **réguler le marché de l'art** » et de « *lutter contre l'opacité* » des ports francs, comme l'a expliqué son avocate genevoise, Tetiana Bersheda, par ailleurs spécialiste des trusts.

Jeudi 24 septembre, ses communicants avaient convié une poignée de journalistes (*Le Parisien*, TF1, *Le Temps*) au 22 rue Paul-Valéry, à Paris, chez Transart International, pour participer à une petite cérémonie : la restitution des Picasso incriminés à leur propriétaire. Mais, surprise, l'héritière n'est finalement pas venue, obligeant Sacha Mandel à préciser que les œuvres seraient remises entre les mains de la Brigade de répression du banditisme (BRD) « *à des fins d'expertise* ». **Voir ici la vidéo mise en ligne par le Parisien.**

Planté devant les toiles, le Russe, qui ne parle aucune langue étrangère, s'est contenté de dire bonjour. « *Restituer ces tableaux mal acquis est de sa part*

un cri du cœur. Comment pouvait-il conserver des toiles réclamées par la propre fille de la femme peinte par l'artiste? », expliquait son défenseur Éric Dupont-Moretti. Alors qu'un autre proche saluait

le « *courage d'un grand collectionneur* ». Doublé, comme le pensent ceux qui l'ont côtoyé, d'un redoutable businessman dont les méthodes musclées restent encore largement dans l'ombre.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.